

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE D'AVEIZE**

**N°2017-12-07**

Nombre de Conseillers:	L'an deux mille dix-sept, le quatorze décembre, Le Conseil Municipal de la Commune d'AVEIZE dûment convoqué ; s'est réuni en session ordinaire, à 20h30, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel BONNIER, Maire.
En exercice : 15	Date de convocation du Conseil Municipal : 07/12/2017
Présents : 14	Présents : M BONNIER Michel- M THOLLET Claude- Mme BONDOUX Denise- M THIZY Christophe- Mme GUYOT Jeannine- Mme BONNIER Bernadette- M GIRAUD Jean Baptiste- M VERNAY Alain- M VILLARD Patrick - Mme CHARVOLIN Gisèle - M PONCET Dominique- M BLANCHARD Jean-Yves - Mme GEFFARD Estelle- Mme GRANJON Emilie
Votants 14	Excusée : Mme GOUTTENOIRE Isabelle Mme GEFFARD Estelle a été élue secrétaire 1 auditeur

**OBJET : Prescription de la mise en Révision du Plan Local d'Urbanisme de la  
Commune d'Aveize**

Monsieur le Maire a informé que le Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Aveize a été approuvé le 19 mars 2009, et modifié en 2011 et 2016. Il rappelle la délibération du 19/10/2017 prescrivant la modification n°3 du PLU pour une mise à jour du règlement et du document graphique ainsi que l'ajout de 9 changements de destination.

Il explique que le SCOT des Monts du Lyonnais a été approuvé le 11 octobre 2016 et que la commune d'Aveize a trois ans pour mettre son PLU en conformité avec le SCOT.

Aujourd'hui, le Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Aveize ne correspond plus aux exigences actuelles de l'aménagement de la commune :

- Maîtriser l'urbanisation qui sera centrée en grande partie sur le Centre bourg et la possibilité de quelques constructions au hameau de l'argentière (conformément au SCOT), en assurant un développement cohérent et durable, respectueux de l'environnement, favorisant la mixité générationnelle, proches des services et des commerces
- Préserver l'avenir de la profession agricole en protégeant l'agriculture, tout en permettant de changer l'affectation des bâtiments agricoles restant vacants suite à l'arrêt de l'activité si ces bâtiments présentent un intérêt architectural et patrimonial
- Développer l'emploi local en favorisant les évolutions des activités existantes et l'accueil de nouvelles activités
- Préserver l'artisanat et les commerces
- Maintenir un taux de croissance acceptable pour la commune, en conformité avec le schéma de cohérence territoriale (SCOT).
- Mettre le PLU en conformité avec le SCOT et intégrer les lois Grenelles

Accusé de réception en préfecture  
069-216900142-20171214-de20171207-DE  
Date de télétransmission : 08/02/2018  
Date de réception préfecture : 08/02/2018

- Réviser les règlements des différentes zones en accord avec les nouvelles lois sur l'urbanisme et prescriptions du SCOT, et la volonté de la municipalité

L'article L153-33 du Code de l'urbanisme prévoit que la révision doit être effectuée selon les modalités définies aux articles L.153-11 à L.153-26 du Code de l'Urbanisme.

L'initiative de la révision revient au conseil municipal qui doit délibérer pour prescrire la révision du PLU.

Il conviendra de définir un nouveau Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), élément fondamental du PLU, qui exposera le projet global de la commune, et dont les orientations générales seront débattues au sein du conseil municipal, conformément à l'article L.153-12 du Code de l'urbanisme.

Monsieur le Maire explique que les modalités de concertation devront être définies, conformément à l'article L.103-3 du Code de l'Urbanisme, afin d'assurer l'information du public, le recueil de ses observations et un échange contradictoire avec la population.

**Vu** le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-31 et suivants, L.153-11 et suivants, L.103-2 et suivants

**Vu** la loi pour l'Accès au logement et urbanisme rénové (ALUR) du 24 mars 2014 ;

**Vu** le code général des Collectivités territoriales,

**Vu** le SCOT des Monts du Lyonnais approuvé le 11 octobre 2016,

**Vu** le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aveize approuvé le 19 mars 2009, modifié en 2011 et 2016

**LE CONSEIL MUNICIPAL,  
Où l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après avoir délibéré, et à l'unanimité**

**1 – DECIDE** de prescrire la révision du Plan Local d'Urbanisme sur l'ensemble du territoire de la commune d'Aveize, conformément aux articles L.153.31 et suivants et R.153-11 et suivants du Code de l'Urbanisme

**2 – DECIDE** de fixer les modalités de concertation, en application de l'article L103-3 du Code de l'Urbanisme de la façon suivante :

- Mise à disposition du public en mairie, des documents ou études validés par le Comité de Pilotage, dès la publication de la présente délibération et ce, jusqu'à l'arrêt du projet de PLU, ainsi que d'un cahier destiné à recueillir ses observations et suggestions.
- Publication dans le bulletin d'informations municipales des orientations validées par le Conseil municipal sur la définition du Projet d'Aménagement et de Développement Durables.
- Mise à disposition durant 1 mois à la mairie, de la version d'étude du Plan Local d'Urbanisme de la commune avant qu'il ne soit arrêté par le conseil municipal,
- Tenue de réunions publiques dont les lieux et dates seront notamment portés à la connaissance du public par différentes sources locales d'informations (affichage, voie de presse,...)

**3- DIT** que les moyens donnés au public pour s'exprimer seront :

- La mise à disposition d'un cahier de concertation en mairie
- Les réunions publiques
- Les courriers au Maire

Accusé de réception en préfecture 069-216900142-20171214-de20171207-DE Date de télétransmission : 08/02/2018 Date de réception préfecture : 08/02/2018
---

4- **DECIDE** de solliciter l'Etat conformément à l'article L 132-15 du Code de l'Urbanisme pour qu'une compensation soit allouée à la commune pour couvrir les frais d'études et d'établissement des documents liés à la révision des PLU.

5- **DECIDE** de demander à l'autorité administrative compétente de l'Etat qu'elle porte à la connaissance de la Commune les éléments mentionnés à l'article L.132-2 du Code de l'Urbanisme

6 **DECIDE** d'associer les services de l'Etat à cette révision, conformément aux dispositions de l'article L132-10 du code de l'urbanisme

7- **AUTORISE** Monsieur le Maire à lancer la consultation permettant le choix d'un bureau d'étude chargé d'accompagner la réalisation du PLU,

8- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout contrat, avenant ou convention de prestations ou de services nécessaire à la révision du PLU.

9- **PRECISE** que les crédits nécessaires au financement des dépenses afférentes seront inscrits au budget communal à l'article 202.

10- **PRECISE** que la présente délibération sera notifiée aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L 132-7 et L 132-9 du code de l'urbanisme.

11- **MENTIONNE** que la présente délibération sera par ailleurs transmise aux Maires des communes limitrophes (La Chapelle sur Coise, Duerne, Pomeys, St Genis l'Argentièrre, Ste Foy l'Argentièrre, Grézieu le Marché, Meys, Souzy ).

12- **PRECISE** que conformément aux articles R153-20 et R153-21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un délai d'un mois et que mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs de la commune.

13- La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat,

14 – **CHARGE** Monsieur le Maire de la poursuite et de l'exécution de la présente délibération.

Et ont signés au registre tous les membres présents.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdits. Et, ont signé au registre les membres présents.

Le Maire,  
Michel BONNIER.



Accusé de réception en préfecture  
069-216900142-20171214-de20171207-DE  
Date de télétransmission : 08/02/2018  
Date de réception préfecture : 08/02/2018

2023